

**DIRECTION**  
de la Réglementation

VESOUL, le

**16 JUIL. 1984**

Bureau de l'Urbanisme  
et du Cadre de Vie

MBB/ND  
Poste 3520

Arrêté 1D/3B/I/84 n° 1507 du **16 JUIL. 1984**  
mettant en demeure la S.A. René BLUM à HERICOURT  
de se conformer à la loi du 19 juillet 1976

-----

LE PREFET, COMMISSAIRE DE LA REPUBLIQUE  
DU DEPARTEMENT DE LA HAUTE-SAONE,

- VU la loi n° 76-663 du 19 juillet 1976 relative aux installations classées pour la protection de l'environnement et notamment son article 23 ;
- VU le décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 pris pour l'application de la loi susvisée et notamment son article 17 ;
- VU la nomenclature des installations classées ;
- VU l'arrêté préfectoral n° 814 du 18 mars 1976 portant autorisation d'exploitation d'un chantier de récupération de métaux ferreux et non ferreux par les établissements René BLUM à HERICOURT et complété par l'arrêté préfectoral n° 2815 du 1er août 1979 notamment son article 13.2 ;
- VU l'avis et les propositions du directeur régional de l'industrie et de la recherche, région de Franche-Comté, inspecteur des installations classées, en date du 08 juin 1984 ;
- SUR proposition du secrétaire général de la préfecture de la Haute-Saône ;

A R R E T E

-----

Article 1er : - Les établissements René BLUM, dont le siège social est au 9 rue du Port 25203 MONTBELIARD, sont mis en demeure sous un délai de six mois de prendre toutes mesures propres à respecter les normes de bruit imposées à l'article 13.2 de l'arrêté préfectoral n° 2815 du 1er août 1979.

.... / ....

Article 2 : - Si au terme du délai fixé à l'article 1er, la S.A. des établissements René BLUM n'a pas déféré à la présente mise en demeure, indépendamment des mesures prévues à l'article 23 de la loi du 19 juillet 1976, procès-verbal sera dressé conformément aux dispositions de l'article 43.3ème du décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 pour infraction aux dispositions de l'arrêté préfectoral d'autorisation.

Article 3 : - Le présent arrêté sera notifié à la S.A. des établissements René BLUM et sera affiché pendant un mois à la mairie par les soins du maire d'HERICOURT.

Article 4 : - Le secrétaire général de la préfecture de la Haute-Saône, le sous-préfet, commissaire-adjoint de la République de l'arrondissement de LURE, le directeur régional de l'industrie et de la recherche, région de Franche-Comté, inspecteur des installations classées, le maire d'HERICOURT sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont ampliation sera faite :

- au maire d'HERICOURT (deux exemplaires)
- au directeur régional de l'industrie et de la recherche, région de Franche-Comté (deux exemplaires)

POUR AMPLIATION

POUR LE SECRETAIRE GENERAL ET PAR DELEGATION,  
L'ATTACHE, CHEF DU BUREAU



Marie-Blanche BERNARD

FAIT A VESOUL LE 16 JUIL. 1984

LE PREFET, COMMISSAIRE DE LA REPUBLIQUE,  
POUR LE PREFET, COMMISSAIRE DE LA REPUBLIQUE  
ET PAR DELEGATION  
LE SECRETAIRE GENERAL  
Lucien GINOT